



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

**Laïcités et sociétés en Méditerranée / sous la direction de Jacques Huntziger, Marjorie Moya et Valentine Zuber
éd. Lethielleux, 2012
cote : 58.329**

Sous le titre de *Dialogue méditerranéen sur la pensée religieuse et la sécularisation des sociétés*, un séminaire s'est tenu au Collège des Bernardins durant l'année académique 2010-2011. Quatre séances avaient été consacrées au fait religieux : la réforme religieuse, l'herméneutique des textes sacrés, politique et religion, raisons et foi - dialogue avec l'islam ; six autres consacrées à la sécularisation en Turquie, au Maghreb et en Iran, la sécularisation des femmes, sécularisation et laïcité, sécularisation et démocratie, sécularisation et droit. L'Ambassadeur Monsieur Jacques Huntziger, qui était en charge à l'Elysée du projet « Union pour la Méditerranée » avait rassemblé 22 chercheurs dont un d'Égypte, dix de France, deux d'Iran, trois du Maroc, un de Palestine, cinq de Tunisie, deux de Turquie auxquels s'étaient joints 14 participants parmi lesquels Rachid Benzine, Régis Debray ou Sylvie Taussig.

En introduction, M. Jacques Huntziger rappelle que l'idéologie religieuse n'avait jamais été aussi forte alors que la pratique religieuse n'avait jamais été aussi faible, du moins en Occident et que la sécularisation tardive, en pays d'islam, apparaissait après des siècles de blocage sous la forme d'un islam identitaire, protestataire, radicalisé. Antoine Gougenheim et Abdelmajid Charfi relevaient des correspondances évidentes entre herméneutiques biblique et coranique ; au Moyen âge occidental, l'Écriture Sainte était comprise comme Parole de Dieu et en Iran, Fakhreddine Razi soutenait que la raison détermine la compréhension du texte dans son Commentaire coranique inachevé ; de même ne peut-on accéder à la Parole de Dieu qu'à travers un livre, mais l'écrit est un langage humain ; dans les deux cas, l'exégèse consiste à chercher le sens mais aussi le rapport à la vérité.

Plusieurs intervenants ont parlé de la modernité en Europe, qui aurait pris naissance au moment de la réforme protestante. La sécularisation peut être définie comme la perte progressive du religieux dans l'espace public. On est ainsi passé d'une laïcité qui s'imposait à l'État à une laïcité qui s'applique à l'individu et à l'espace public. D'ailleurs une partie des Français revendique la laïcité de manière identitaire ; de ce fait, la Déclaration universelle des droits de l'homme n'a pas été écrite au nom de la religion, nous dit M. Abdelmajid Charfi. Pourtant, au Danemark, le pays n'est pas laïcisé mais la société est très sécularisée. On trouve la même ambiguïté chez les Salafistes immigrés en Europe : leur multi-appartenance (Français, Musulman, Européen) devient un discours exclusiviste pour les pays d'origine si bien qu'ils se trouvent en rupture avec leur tradition et avec les outils de la modernité. S'ils

¹ 

Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

admettent une quelconque modernité occidentale, c'est en la faisant passer au filtre de la justification religieuse, ce qui fait d'ailleurs que le féminisme islamique en Europe est en fait un pur produit de la modernité des sociétés européennes.

Turquie et Iran sont étudiés à part pour illustrer la dichotomie apparente entre tradition islamique et sécularisation. La Turquie s'est vue imposer la laïcité par le haut alors qu'il existe une forte prégnance de l'islam dans les couches traditionnelles de la société. Mais il ne s'agissait que d'une désislamisation de la visibilité de la religion comme signe de modernité et de désislamisation de l'espace religieux par l'affaiblissement de la visibilité des mosquées et des couvents confrériques. Ni le concept, ni le mot « laïque » n'existaient en turc, comme en arabe ; les linguistes adoptèrent le terme français sous la forme « laiklik » (laïcité) en 1914 et « layk » en 1924. En fait, « laiklik », c'est se comporter comme un Européen dans l'espace public ; après les trois coups d'État militaires, à partir de 1980, un mouvement social islamique est initié par la société urbaine qui remet en cause laïcité et occidentalisme. Aujourd'hui, la discrimination d'État existe toujours envers les minorités musulmanes non sunnites, les Alevis (25% de la population), les Chrétiens (1%) ou ethniques comme les Kurdes (20%). Les Alévis réclament des subventions gouvernementales pour l'édification de leurs lieux saints dans le but d'accroître la visibilité des minoritaires musulmans. En Iran, le fondateur de la dynastie safavide, Ismaïl a revendiqué son appartenance à la lignée des 12 Imams pour sacrifier son pouvoir. Aujourd'hui, l'Iran combine un régime bâti sur le religieux avec une société moderne et sécularisée. C'est de cette manière que les femmes islamistes mettent en cause la polygamie et l'inégalité du droit successoral.

Dans le domaine du droit islamique, J. Huntziger précise que « seul Dieu est législateur » ; le « fiqh » n'est que l'interprétation de la « charia » qui organise entièrement la vie religieuse, sociale et quotidienne. Les Ulémas renforcèrent le pouvoir abbasside en incorporant des règles morales aux règles juridiques après que l'Acharisme ait nié les concepts de droit naturel, de libre-arbitre et de raison. Le droit ainsi n'est jamais pensé comme autonome et il ne dépend pas de l'institution étatique. Les Frères musulmans utopistes souhaitent restaurer un ordre originel mythique et ont fait passer le sunnisme de l'orthodoxie à l'orthopraxie. Les États arabes compensent leur illégitimité politique par la religion ; au Maroc, rappelle le Pr Mohamed Tozy, le titre de « Commandeur des Croyants » a été construit idéologiquement dans les années 1960 en même temps que le titre de « roi » remplaçait celui de « sultan » pour faire plus moderne. Au Maghreb le concept de « laïcité » est reçu comme une agression et l'émancipation des femmes est parfois sacrifiée à la revendication nationaliste et religieuse comme en Algérie.

Dans le même temps, le courant séculariste musulman a été constant ; peut-être comme l'indique l'Ambassadeur Élias Sambar parce que toutes les sociétés arabes sont pluralistes et ont des composantes chrétienne et juive. Les Mutazilites et Averroès avaient théorisé le droit humain comme produit de l'histoire. Au XIX^e siècle, Kheïreddine en Tunisie, les rédacteurs des Tanzimats en Turquie voulaient rattacher la Nahda à la Renaissance européenne. Les révoltes arabes actuelles ont mis en relief cette tendance après que les sociétés musulmanes aient commencé à se réapproprier leur histoire dans une acceptation moderne après que l'on ait longtemps enseigné l'ignorance, comme le regrette le Pr Abdou Filaly-Ansari. Ainsi, le Pr égyptien Nasr Abou Zeyz s'est attaqué au discours religieux



Académie des sciences d'outre-mer

orthodoxe en dénonçant l'autorité humaine qui se cache derrière. Sa méthode prônait l'analyse littéraire herméneutique, le Coran étant considéré comme texte linguistique et produit culturel. Le Pr Rachid Benzine suggère que l'abrogation des versets coraniques est une invention de juristes pour régler le problème des textes antithétiques ; c'est pourquoi, la formation actuelle des imams ne coïncide pas avec les exigences de notre époque. Les militantes, de leur côté, ont joué un rôle considérable et courageux pour contribuer à la laïcisation des institutions et des lois en Iran (Azadeh Kian). Même les femmes islamistes revendiquent l'égalité et la séparation des sphères religieuse et politique ; en Tunisie, sur ce point, les filles voilées de la nouvelle génération rejoignent leurs mères sécularisées et modernes. C'est que la position de la femme est un des marqueurs importants de la sécularisation de la société.

Les conclusions de ce colloque font ressortir que la réflexion doit aller au-delà de la compatibilité ou de l'incompatibilité de l'islam avec la modernité ; on peut séparer la sécularisation de la laïcisation pour sortir de ce paradigme stérile. En France même, on hésite entre laïcisation (processus) et laïcité (statut juridique), aussi l'objectif n'est pas d'arriver à un système identique à celui de l'Europe. D'autre part, le centre de gravité du monde musulman se déplace en Asie (Pakistan et Indonésie). Il convient de rapprocher les deux composantes culturelles de la Méditerranée comme cet exemple nous y persuade : les Turcs musulmans stambouliotes ou smyrniotes qui ont fait leurs études secondaires dans les collèges chrétiens n'ont pas été convertis au christianisme mais sont devenus adeptes de la sécularisation.

Des annexes complètent utilement l'ouvrage : la biographie des intervenants, un glossaire de 60 termes spécialisés, une bibliographie de 41 ouvrages et un index des noms propres. On veillera simplement à rétablir l'orthographe du nom « hakama » (gouvernance) au lieu de « hakana » (page 138).

Christian Lochon